

### DIMENSIONS DU PROBLÈME DE L'EMPLOI EN EUROPE ET AUX ÉTATS-UNIS

Depuis plus d'un an le taux de chômage a en Europe rejoint ou même dépassé le taux américain, alors que celui-ci était au moins double avant le premier choc pétrolier. Le chômage actuel, voisin de 11 % dans l'ensemble de la CEE, est sans précédent depuis les années trente.

Notre propos n'est pas de donner ici une prévision du chômage au cours des années prochaines. Il n'est que de mesurer l'ampleur du problème de l'emploi. Combien de créations nettes d'emploi dans chacun des quatre grands pays européens et aux États-Unis devraient intervenir d'ici 1990 pour stabiliser seulement le taux de chômage à son niveau élevé de 1982 ? Et combien pour revenir au niveau de chômage moyen des années soixante-dix ?

Nos calculs seront faits en partant de ce qu'on peut penser que sera le nombre de personnes âgées de quinze à soixante-quatre ans et en faisant deux hypothèses. L'une est que les gouvernements ne modifieraient pas leur politique des années soixante-dix quant à l'aménagement de la vie active, notamment en matière de durée de la scolarité et d'âge de la retraite ; l'autre que les taux d'activité (pour-cent des personnes en âge de travailler désirant le faire) resteraient ce qu'ils étaient au cours des années 1975-1982. Les chiffres ainsi calculés de créations nettes d'emploi nécessaires pour atteindre l'un ou l'autre des deux objectifs en question seront des indicateurs de l'intensité des pressions qui s'exerceront sur les gouvernements pour qu'ils modifient leur politique de réduction de la population active ou de croissance économique.

Un rappel des performances passées donnera des points de repère pour apprécier ce qui paraît possible.

#### Créations d'emplois et chômage de 1960 à 1982

Le tableau I montre que la France est le pays européen où, de 1960 à 1982, la croissance de la population active et celle du nombre des emplois ont été les plus fortes. En Allemagne et au Royaume-Uni la population active augmente aussi, mais deux à trois fois moins vite, et le nombre des emplois diminue au contraire. Le cas des États-Unis illustre la capacité à créer des emplois d'une économie dont le secteur tertiaire occupe environ 70 % de la population active.

#### I. AUGMENTATION DE LA POPULATION ACTIVE, DES PERSONNES OCCUPÉES ET DES CHOMEURS DE 1960 A 1982

En millions de personnes.  
Les chiffres entre parenthèses indiquent des pour-cent d'accroissement.

PAYS	Accroissement de la population en âge de travailler	Augmentation de la population active	Augmentation du nombre de personnes occupées	Augmentation du nombre des chômeurs
FRANCE	6,7 (23,7)	3,7 (18,8)	1,9 (9,7)	1,8
ITALIE	4,5 (13,6)	1,- (4,5)	0,5 (2,4)	0,5
R.F.A.	4,4 (11,7)	1,2 (4,6)	- 0,4 (- 1,5)	1,6
ROYAUME-UNI	1,8 (5,3)	1,6 (6,5)	- 0,8 (- 2,3)	2,4
ÉTATS-UNIS	54,8 (46,-)	40,4 (56,5)	33,6 (49,7)	6,8

Calculs faits à l'O.F.C.E. à partir de : OCDE pour les années 60, Eurostat pour les années 70-82 et *Monthly Labor Review* pour les États-Unis.

L'aggravation du chômage, bien moindre en Italie qu'ailleurs, suit des cheminements très différents d'un pays à l'autre et très heurtés en chacun d'eux, car le nombre d'emplois créés a été, en moyenne annuelle, très variable selon les époques considérées (tableau II).

La période quinquennale de plus forte croissance de l'emploi se situe en Allemagne et au Royaume-Uni de 1960 à 1965, en France de 1965 à 1970, en Italie et aux États-Unis de 1975 à 1980. Que l'Italie et les États-Unis aient eu les plus nombreuses créations d'emplois au cours des années récentes mérite d'être souligné, mais il est peut-être prématuré d'en tirer des conclusions tranchées sur la modernité relative des structures économiques de ces pays. Remarquons aussi que de 1960 à 1980 la France était le seul pays européen à n'avoir jamais connu de destruction nette d'emplois, alors que le Royaume-Uni de 1965 à 1970 et surtout l'Allemagne de 1965 à 1975 enregistraient de fortes diminutions.

## II. CRÉATIONS NETTES D'EMPLOI PAR AN

Moyenne annuelle en milliers.

Les chiffres entre parenthèses indiquent des pour-cent de variation de l'emploi dans la période.

PAYS	1960-1965	1965-1970	1970-1975	1975-1980	1980-1982
FRANCE	100 (2,6)	160 (4)	80 (1,9)	80 (1,9)	-100 (-0,9)
ITALIE	-180 (-4,4)	20 (0,5)	60 (1,5)	200 (5)	0
R.F.A.	140 (2,7)	-20 (-0,4)	-180 (-3,4)	100 (1,9)	-300 (-2,3)
ROYAUME-UNI	200 (4,1)	-100 (-2)	40 (0,8)	40 (0,8)	-850 (-6,8)
ÉTATS-UNIS	1 100 (8)	1 600 (10,7)	1 300 (8,3)	2 700 (15,3)	100 (0,3)

Calculs faits à l'O.F.C.E. à partir de : OCDE pour les années 60, Eurostat pour les années 70-82 et *Monthly Labor Review* pour les États-Unis.

Une grave crise apparaît partout au début des années quatre-vingt, mais surtout en Europe, où la destruction nette d'emplois atteint des niveaux records, en particulier au Royaume-Uni, où l'« effet Thatcher » frappe par sa brutalité.

### *Quelles créations d'emplois seraient nécessaires pour réduire le chômage à l'avenir ?*

Les chiffres du tableau III, rapprochés de ceux du tableau II, révèlent les dimensions du problème d'emploi selon les objectifs retenus et les inégalités entre pays.

En France, ne serait-ce que pour stabiliser le taux de chômage à son niveau de 1982, le nombre annuel de créations d'emplois devrait être supérieur à ce qu'il a été en moyenne au cours des deux décennies précédentes et même à ce qu'il fut dans la période la plus faste quant aux créations d'emplois : 1965-70. Dans les autres pays il y eut des périodes quinquennales où la croissance de l'emploi a été égale ou supérieure à ce qu'elle devrait être au cours des années quatre-vingt pour revenir au chômage de 1982 : en 1960-65 en R.F.A. et au Royaume-Uni ; en 1975-80 en Italie et aux États-Unis.

Mais vouloir réduire le chômage par des créations d'emploi à ce qu'il était en moyenne au cours des années soixante-dix est partout en Europe un objectif ambitieux, encore qu'il paraisse plus accessible en Italie. Aux États-Unis ce que l'on sait de l'année 1983, où 3 800 000 emplois ont été créés, montre que cette réduction du chômage est un objectif qui pourrait être assez aisément atteint.

Les perspectives ainsi dessinées rendent vraisemblables la poursuite et l'accentuation de politiques d'aménagement de la durée de la vie active en Europe. L'exemple français des deux dernières années montre l'efficacité possible des mesures concernant les préretraites, l'abaissement de l'âge de la retraite ou l'emploi-formation. Des mesures similaires sont déjà annoncées en R.F.A. En France, selon l'estimation réalisée par le Plan en 1982 quant aux effets de la baisse de l'âge de la retraite et des stages de formation des jeunes, on pourrait ainsi réduire de 300 000 personnes la population active à l'horizon 1990. D'autres estimations, qui sont en cours, autoriseraient à tabler sur un chiffre encore plus élevé. Alors l'accroissement de la population active ne serait plus que de 1,2 million et le nombre annuel moyen d'emplois à créer de 150 000, chiffre voisin de ce qui a été fait de 1965 à 1970. Ce nombre pourrait même être moindre, en raison d'une flexion probable des taux d'activité, car la persistance d'un chômage important peut dissuader des offreurs potentiels de travail de demander un emploi.

Cette perspective est-elle satisfaisante ? Tout aménagement du temps de travail par des normes rigides résoud le problème de l'emploi en substituant un rationnement par voie légale à un rationnement de fait ; mais il comporte le risque d'affaiblir les disponibilités futures en travail et donc les perspectives de croissance économique. Au cours des années soixante, le travail était un facteur « rare » ; il est considéré comme « abondant » dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Or l'on sait qu'au cours des années quatre-vingt-dix la population en âge de travailler sera, en pour-cent de la population totale, partout décroissante. En valeur absolue elle diminuera même en Italie et en R.F.A. ; en France et au Royaume-Uni son accroissement sera beaucoup plus faible que dans les décennies précédentes. On peut penser qu'alors le travail deviendra à nouveau un « facteur rare ».

Les fluctuations économiques génèrent une alternance de rareté et d'abondance relative des ressources. Plutôt que d'organiser à long terme le rationnement de l'offre de travail en réduisant systématiquement la population active, mieux vaudrait tenter de régulariser et d'accélérer la croissance économique. C'est la seule perspective vraiment satisfaisante du problème de l'emploi.

Michael ANYADIKE-DANES

Jean-Paul FITOUSSI

Département des études de l'OFCE

## III. CROISSANCE DE LA POPULATION ACTIVE ET CRÉATIONS NETTES D'EMPLOI DE 1982 A 1990 DANS DEUX HYPOTHÈSES DE CHOMAGE

En milliers de personnes.

PAYS	Augmentation de la population en âge de travailler (de 15 à 64 ans)	Augmentation de la population active	Taux de chômage de 1982	Création nette annuelle d'emploi pour un taux de chômage égal à celui de 1982	Taux de chômage moyen des années soixante-dix	Création nette annuelle d'emploi pour un taux de chômage égal à celui des années soixante-dix
FRANCE	1 900	1 500	8 %	175	4,1 %	300
ITALIE	1 300	700	8,9 %	75	6,5 %	163
R.F.A.	900	1 000	6,7 %	113	2,7 %	250
ROYAUME-UNI	1 900	1 700	10,5 %	200	3,9 %	425
ÉTATS-UNIS	23 000	14 000	9,5 %	1 700	6,1 %	2 300

Calculs faits à l'OFCE. L'augmentation de la population en âge de travailler résulte des publications d'Eurostat pour les pays européens. L'application des taux d'activité moyens de la période 1975-1982 à ces chiffres permet d'obtenir les autres colonnes du tableau. L'augmentation de la population en âge de travailler et de la population active aux États-Unis est tirée de *Monthly Labor Review*.

## LES EXPORTATIONS FRANÇAISES, SOUTIEN DE L'ACTIVITÉ INTÉRIEURE ?

A confronter rapidement les tendances opposées des demandes française et étrangère, il a pu sembler prudent de conclure, pour un temps, à la stabilité de la production industrielle.

Mais l'équilibre extérieur reste précaire (janvier accuse un déficit de 5,5 milliards F) et le bilan en termes d'emplois est déficitaire.

Le redressement spectaculaire des échanges extérieurs de la France a provoqué tour à tour surprise, satisfaction et suspicion. Surprise, car les prévisions qui se voulaient les plus autorisées n'envisageaient guère que l'on puisse réduire le déficit commercial de l'année 1983 au-dessous de 60 milliards F. Satisfaction, car les résultats étaient là : une facture réduite à 43,5 milliards F dont seulement 2,5 milliards F au titre des cinq derniers mois de l'année. Suspicion, car il fallait bien expliquer un succès inhabituel : n'y avait-il pas quelque perturbation temporaire dans les courants d'échanges extérieurs ?

L'enjeu de cette clarification est de taille par ses implications de la politique économique. Ou les chiffres récents traduisent réellement une situation quasi équilibrée de nos échanges et la régulation de la demande se révèle suffisamment stricte. Ou il subsiste un déficit sous-jacent qui réapparaîtra prochainement et la rigueur s'impose encore plus. En ce cas la politique des revenus destinée à juguler l'inflation serait plus difficile.

Si l'on s'en tient à l'horizon de la fin de l'année 1984, il y a au moins un facteur explicatif de l'amélioration inattendue des échanges qui ne se démentira pas : c'est la vigueur de la reprise américaine. Le volume de nos exportations en a bénéficié et continuera de le faire, soit directement vers les États-Unis, soit indirectement vers ceux de nos clients dont le climat économique s'est amélioré. Par contre certaines opérations exceptionnelles (exportations de céréales vers l'URSS, livraisons dues à de grands contrats d'équipement, ventes de matériel aéronautique et de prospection pétrolière, déstockage de produits énergétiques) qui ont épaulé plus que de coutume le commerce courant ne sont pas reproductibles dans leur ensemble.

Il y a aussi un reflux acquis de la demande intérieure. Le pouvoir d'achat du revenu disponible a baissé de 0,7 % au second semestre 1982, puis à nouveau d'autant au milieu de 1983. Et le point regagné au quatrième trimestre, une fois payés les impôts, va être largement reperdu en ce début d'année 1984 (paiement des premiers acomptes d'impôt et accroissement d'un point de la cotisation vieillesse). Les importations de biens de consommation ont déjà accusé la baisse de la demande et le déstockage opéré par les commerçants a provisoirement amplifié leur mouvement. Ce qui fait que, même avec une baisse supplémentaire des achats des ménages, ces importations ont peu de chance de retomber en dessous du point bas du troisième trimestre 1983.

Le déstockage a également atteint les biens destinés à la production et en a réduit les importations durant l'été dernier. Depuis lors on assiste à une reprise du volume de ces achats à l'étranger. Pour les biens intermédiaires il s'agit de réapprovisionnements conformes au niveau d'activité industrielle. Pour les biens d'équipement, cela reflète d'une part une réponse aux incitations fiscales permettant un amortissement accéléré, d'autre part les besoins de modernisation des entreprises (cf. lettre n° 11). La reprise de l'investissement, pour limitée qu'elle soit, entraînera inévitablement une pénétration accrue des importations de biens d'équipement.

L'augmentation des achats à l'étranger n'a pas jusqu'à la fin de 1983 détérioré la balance commerciale, car non seulement le volume mais aussi les prix des exportations ont été accrus, évolution suscitée par la faiblesse des profits sur le marché intérieur et rendue possible par la vigueur de la demande étrangère et la décote du franc. L'amélioration de nos termes de l'échange qui en est résultée en dépit d'un cours du dollar cher ne pourra se poursuivre longtemps, car notre compétitivité vis-à-vis de la CEE en souffrirait. Une baisse du dollar aurait d'abord des effets bénéfiques sur notre solde commercial avant de dégrader la capacité concurrentielle de l'ensemble des pays européens vis-à-vis des États-Unis.

Ce qui est bon pour les comptes extérieurs ne l'est pas nécessairement pour l'emploi immédiat. Ainsi l'analyse des produits sur lesquels a porté la demande américaine ramène à de modestes proportions l'impulsion que celle-ci peut donner à court terme à l'activité en France.

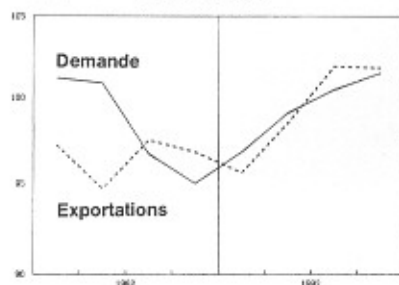
En raison des taux de change actuels et des spécialisations respectives des producteurs américains et français, la liste des succès récents à l'exportation de la France vers les États-Unis est à peu près la suivante. Des exportations traditionnelles (boissons, parfumerie), des demi-produits (chimie organique, acier, aluminium), des pièces détachées (aéronautique et automobile) et certains produits d'optique et mécanique de précision.

Parmi les secteurs énumérés, certains embauchent habituellement peu, d'autres hésiteront à le faire sur un simple avantage de change, d'autres enfin, parmi les plus performants, ne réalisent sur le territoire métropolitain qu'une faible part des produits demandés. Pour ces derniers, qui utilisent plus que les autres la division internationale du travail, ou sont conduits, tels le B.T.P., à réaliser une grande part de leur production là où se trouve la demande, les retombées favorables sur l'emploi intérieur sont d'autant plus réduites. En contrepartie, les importations, directes et indirectes, liées à ces activités sont elles-mêmes limitées.

Philippe SIGOGNE  
Directeur du département  
des diagnostics de l'OFCE

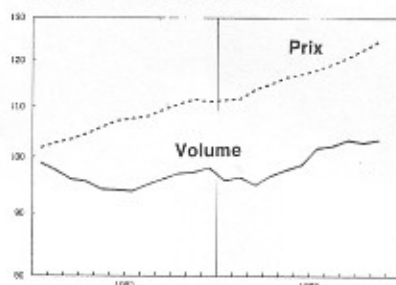
**Demande mondiale adressée à la France  
et exportations françaises de produits manufacturés**

1981 - 4 = 100, en volume



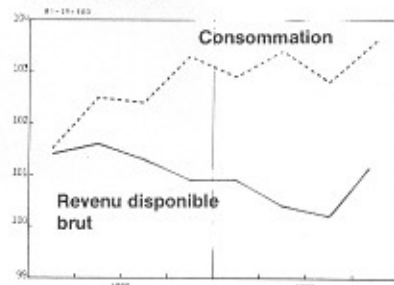
**Exportations françaises de marchandises  
(hors matériel militaire)**

1981 - 12 = 100, indices mm3



**Pouvoir d'achat du revenu disponible  
et consommation des ménages en volume**

1981 - 4 = 100



SOURCE : INSEE-OFCE



## FRANCE

Selon les premières estimations de l'INSEE, la **production de produits manufacturés** a augmenté en moyenne de 1,4 % en 1983. Ce résultat infirme les réponses des industriels aux enquêtes INSEE, qui indiquaient une tendance à la baisse de la production de 2 à 3 % en 1983. La persistance de ce décalage peut tenir à ce que la constitution de stocks s'est poursuivie en 1983 au même rythme qu'en 1982, malgré la stagnation de la demande hors stocks. L'accélération du stockage en fin d'année 1983 peut cependant laisser prévoir, en retour, une stabilisation de la production industrielle au début de 1984.

Au quatrième trimestre 1983, la **consommation des ménages** a augmenté de 0,8 % par rapport aux trois mois précédents. Cette amélioration intervient après la forte baisse du troisième trimestre (-0,6 %). Elle était en partie annoncée par la dernière enquête auprès des détaillants. Elle a cependant été amplifiée par des achats d'énergie et d'automobiles. Aussi en 1983 la consommation totale des ménages a-t-elle augmenté en moyenne de 0,8 %, alors que les achats de produits manufacturés fléchissaient de 2 %. Les premiers mois de 1984 devraient à nouveau connaître une baisse après la forte chute des immatriculations automobiles en janvier (139 000 unités au lieu de 175 000 en moyenne mensuelle au dernier trimestre 1983).

Les **prix de détail** ont augmenté de 9,3 % en 1983. Parmi les grands postes, trois ont tiré à la hausse : loyers (10,5 %) ; alimentation (10,1 %) dont fruits et légumes (13,9 %), en forte hausse au second semestre ; services privés, qui ont augmenté rapidement au premier trimestre et atteint 10,6 %, malgré le blocage à partir d'octobre des prix des hôtels, cafés, restaurants, cantines (11,4 %) et des réparations à domicile (11,5 %). En revanche les tarifs publics (5,6 %) ont freiné la hausse, grâce aux carburants (0,7 %), dont les prix ont diminué jusqu'en avril et encore en fin d'année, alors que les autres tarifs publics augmentaient de 10,0 %.

Selon le résultat provisoire du quatrième trimestre (+1,7 %), le **taux de salaire horaire ouvrier** s'est accru de 9,6 % en 1983 (contre 9,3 % pour les prix). La décélération observée aux trimestres précédents (3,1 %, 2,5 %, 1,9 %) se confirme et l'indexation sur les prix ne joue plus. La hausse du quatrième trimestre est très faible et donc conforme à l'estimation des industriels en octobre dernier. En janvier, ils s'attendent à une hausse du même ordre au premier trimestre 1984. Le retard pris dans

certaines négociations salariales pourrait accentuer cette tendance.

En 1983 le **coût moyen de nos importations de pétrole brut** exprimées en francs s'est accru de 3,1 %, la chute du coût moyen exprimé en dollars (-11 %) ayant été plus que compensée par la montée de ce dernier. Ce renchérissement des prix en francs a donc en partie compensé la baisse des tonnages importés. Contrairement au prix du spot de l'Arabian Light, dont le déclin a été stoppé dès avril, le coût moyen en dollars de notre brut importé a baissé jusqu'en juillet. Aux deux derniers trimestres le spot baisse de 1,1 et 0,2 % aux troisième et quatrième trimestres, tandis que le coût en dollars de nos approvisionnements ne baisse que de 0,7 % au troisième trimestre et se stabilise au quatrième.

## ÉTRANGER

Aux **États-Unis** les ventes au détail ont augmenté de 1,7 % en volume en janvier, alors qu'elles avaient régressé de 0,2 % en décembre. C'est surtout la croissance des ventes de biens non durables qui explique cette évolution (+2,9 %) ainsi que celles d'automobiles ; celles des autres biens durables, très sensibles aux variations cycliques de l'activité économique, ont diminué. Par ailleurs la production industrielle s'est accrue de 1,1 % en janvier (1,8 % pour les biens durables). Ces informations suggèrent que le rythme de croissance de l'activité économique est en début d'année un peu plus rapide qu'au dernier trimestre 1983 (4,5 % en rythme annuel pour le PNB).

C'est un **budget d'élection** que le **président Reagan** a proposé au Congrès pour l'année fiscale 1985 (octobre 1984/septembre 1985). L'augmentation nominale de 8,4 % des dépenses reporte à plus tard la diminution envisagée des transferts et, le cas échéant, des dépenses militaires. Celles-ci s'accroissent de 13 %. Les dépenses sociales sont peu modifiées : quelques suppressions sont proposées pour les aides médicales, et sociales, et les bons d'alimentation. L'intérêt de la dette publique s'alourdit de +10,2 %. Côté recettes, l'accroissement prévu (11,2 %) serait obtenu sans nouveaux impôts, l'amélioration de l'activité devant assurer principalement les entrées additionnelles. Au total le déficit prévu est réduit de 3 milliards (180,4 milliards).

Au **Japon** le **budget restrictif** adopté pour l'exercice fiscal qui débute au 1<sup>er</sup> avril prévoit que les dépenses en volume ne s'accroîtront que de 0,5 %, alors qu'une croissance de l'activité de 4,1 % est attendue. L'objectif de réduire l'important déficit public et de casser la

dynamique de l'endettement (le service de la dette a été en hausse de près de 12 % l'année dernière) est cohérent avec la poursuite de la libéralisation des marchés financiers. Il s'agit de permettre à une fraction de l'épargne, actuellement excédentaire, de s'investir à l'étranger sans provoquer pour autant une hausse des taux d'intérêt nationaux.

Au quatrième trimestre 1984, les **exportations allemandes vers les États-Unis** se sont élevées à un montant record, en augmentation de 16,4 % en valeur et de plus de 15 % en volume par rapport au troisième trimestre, alors que les importations allemandes en provenance des États-Unis se sont réduites de plus de 5,5 % en valeur. En 1983, pour la première fois depuis 1979, la RFA a dégagé un excédent commercial vis-à-vis des États-Unis, de plus de 2 milliards de dollars (la France a réduit son déficit de 3,9 à 2,3 milliards de dollars). Les exportateurs allemands ont donc profité de la reprise et de la compétitivité de leurs produits sur le marché américain, induite par la relative faiblesse du D.M.

Au **Royaume-Uni** la **production industrielle totale** a été en hausse de 1,1 % au quatrième trimestre par rapport au troisième, conséquence d'une production pétrolière abondante (+3 %). Sur l'ensemble de l'année elle s'est accrue de 2,5 %, permettant une hausse de 2 % du PIB. La production manufacturière proprement dite ne s'est accrue que de 0,3 % au quatrième trimestre (contre plus de 1 % au troisième), soit une progression d'une année sur l'autre de 2,7 %. Les perspectives sont cependant encourageantes, ainsi que le révèlent les enquêtes effectuées par le patronat britannique (CBI) auprès des chefs d'entreprises : ceux-ci estiment que le volume de leur production manufacturière sera en nette hausse pendant les quatre mois à venir.

D'après la dernière **enquête auprès des entreprises italiennes** (situation de fin décembre) les **entrées en commandes** s'améliorent, tandis que les stocks sont jugés plus normaux. Les commandes intérieures et extérieures de biens de consommation et intermédiaires continuent à se redresser ; celles de biens d'équipement commencent à la faire grâce notamment à la demande étrangère. Cela est confirmé par les enquêtes qui montrent un renversement de tendance de la production dans l'industrie mécanique. Les attentes des exportateurs de machines-outils sont dirigées vers la communauté européenne, surtout la France, puis la RFA et le Royaume-Uni, mais aussi l'URSS, vers qui les exportations ont déjà fortement progressé en 1983, et les pays du Tiers monde.

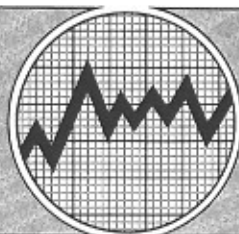
Département des diagnostics  
de l'OFCE

L'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE) de la Fondation Nationale des Sciences Politiques est chargé, sous la présidence de Jean-Marcel JEANNENEY, d'étudier, en toute indépendance, la conjoncture de l'économie française et son environnement extérieur.

Il publie une revue en janvier, avril, juillet et octobre et une lettre mensuelle le quatrième mercredi du mois, qui portent le même titre « Observations et Diagnostics Économiques » et sont éditées par les Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Dans la revue et la lettre, les idées émises le sont librement par les économistes de l'OFCE. Elles peuvent s'opposer, le pluralisme des opinions étant un des principes de l'OFCE.

Tarif d'abonnement 1984		Lettre 10 n°/an	Revue 4 n°/an	Revue et Lettre
Les demandes d'abonnement doivent être adressées aux Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques 27, rue Saint-Guillaume 75341 Paris Cedex 07 avec un chèque bancaire ou postal à leur ordre.	Tarif normal (institutions/entreprises)	125 F	220 F	300 F
	Tarif réduit (particuliers)	60 F	140 F	180 F
	Prix du numéro	10 F	60 F	

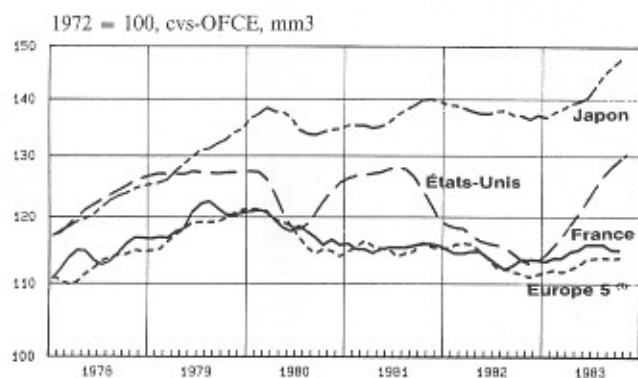


Observatoire Français des Conjonctures Économiques, 69, quai d'Orsay, 75007 Paris - Tél.: (1) 555.95.12

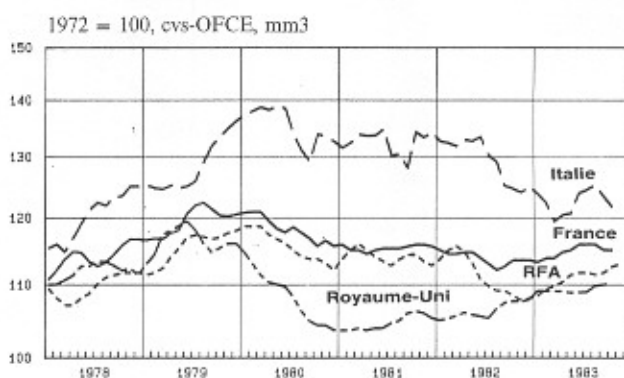
Supplément à la lettre N° 12 du 22 février 1984

### L'ACTIVITÉ ET L'EMPLOI

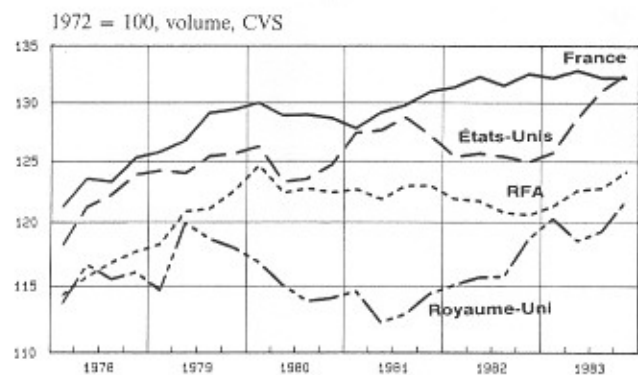
PRODUCTION INDUSTRIELLE (hors BTP)



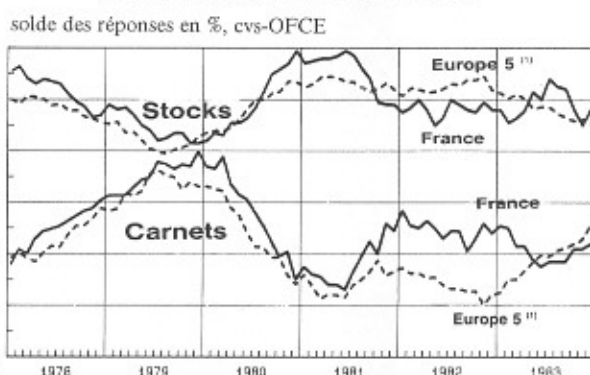
PRODUCTION INDUSTRIELLE (hors BTP)



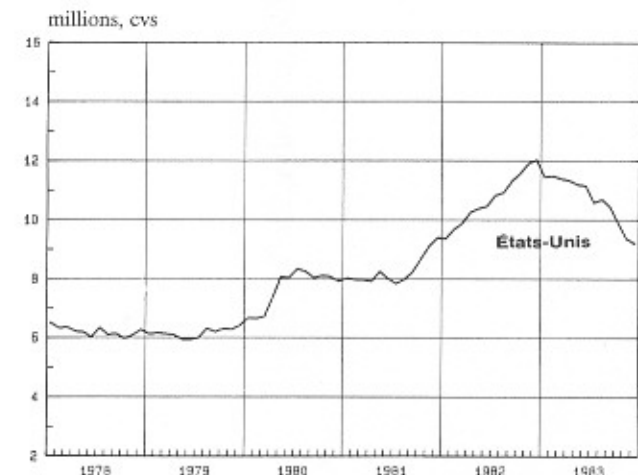
PNB



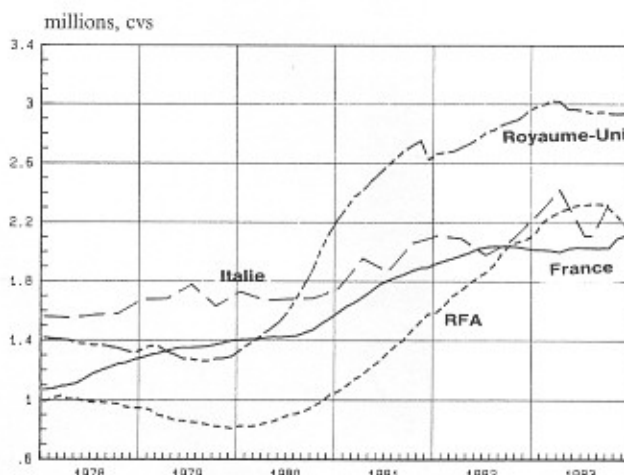
CARNETS ET STOCKS INDUSTRIELS



CHOMAGE



CHOMAGE



**Activité et emploi.** La reprise de la production industrielle américaine, qui avait été particulièrement vive en milieu d'année 1983, s'est infléchi à l'automne. Au-delà du taux d'utilisation actuel des capacités de production (80 %, soit le niveau moyen de longue pé-

riode), la poursuite de la croissance dans la ligne des cinq derniers mois (+ 10 % l'an) conduirait à une surchauffe certaine d'ici à la fin de l'année 1984.

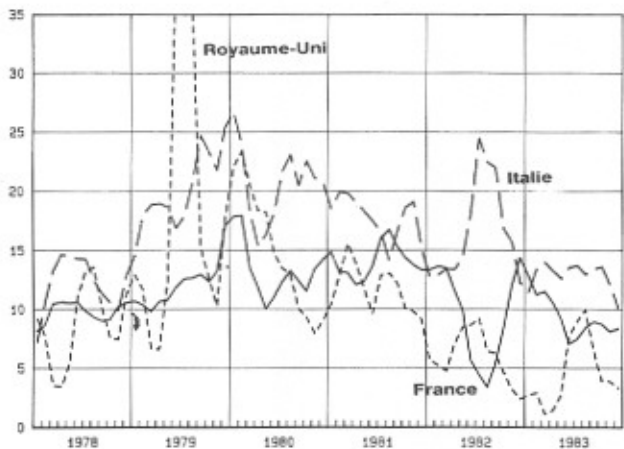
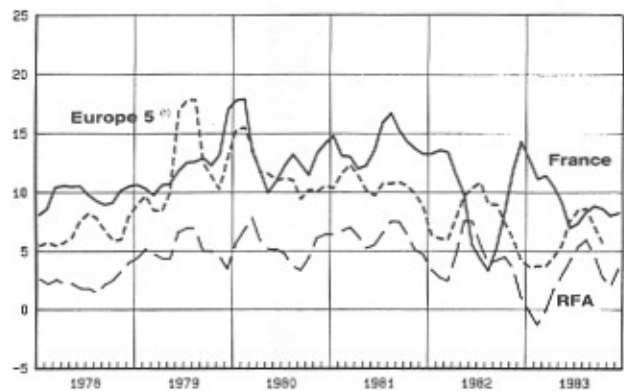
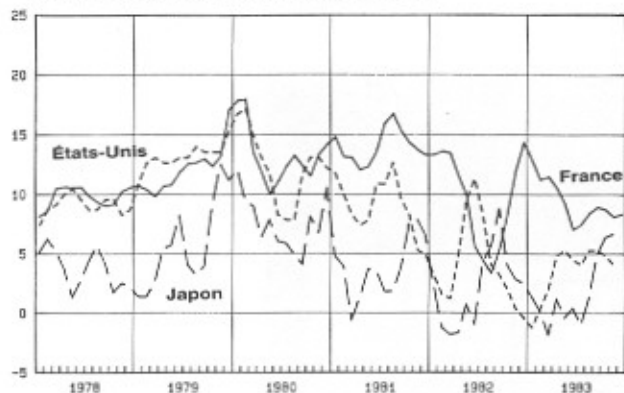
Le ralentissement récent est peu perceptible au Japon, mais se traduit par une quasi-stabilité de l'activité en Europe depuis six mois. Seuls le Royaume-Uni et surtout la RFA ont enregistré une progres-

(1) Europe 5 : RFA, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas et Belgique

## LES PRIX ET LES SALAIRES

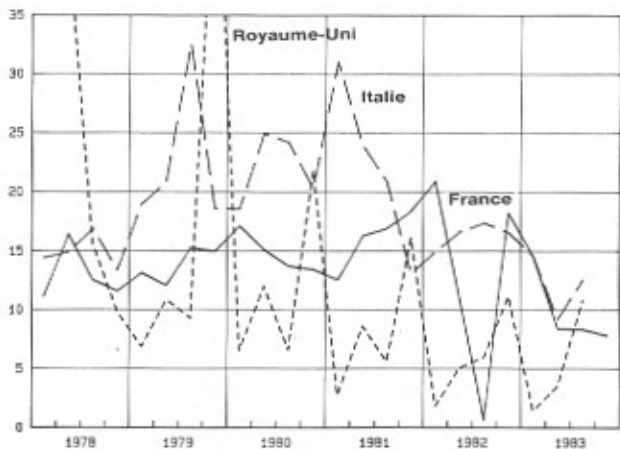
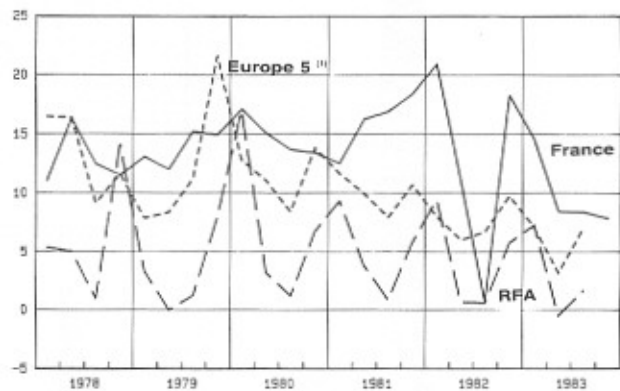
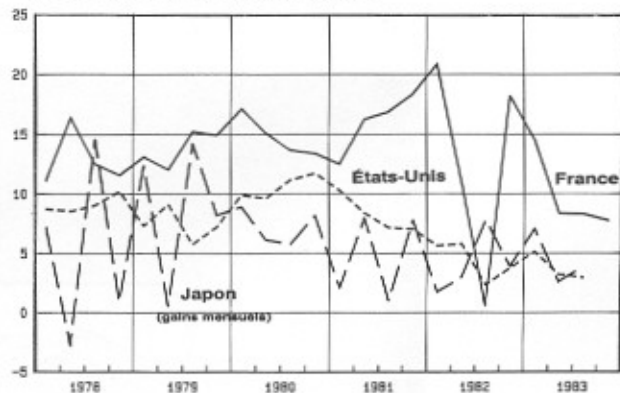
### PRIX DE DÉTAIL

variation en %, cvs-OFCE, mm3, taux annuel



### SALAIRES HORAIRES MANUFACTURIERS

variation en %, cvs-OFCE, taux annuel



sion, tandis que la France, l'Italie, les Pays-Bas et la Belgique restent en retrait des niveaux atteints au milieu de 1983. Le produit national brut s'accroît de manière assez semblable aux États-Unis, en RFA et au Royaume-Uni (4-5 % l'an après correction des variations saisonnières). Il se maintient approximativement en France. Ce décalage conjoncturel est ressenti par nos industriels qui, à la différence de leurs partenaires européens, signalent un alourdissement des stocks et un moindre redressement des carnets de commandes.

Le nombre de chômeurs a continué de se réduire rapidement aux États-Unis (- 1,2 million en 3 mois) en liaison avec des créations d'emplois en nombre équivalent. Il a diminué aussi en RFA (- 140 000). Dans le même temps il est resté stable au Royaume-Uni, mais tend à augmenter en France (+ 90 000) et, semble-t-il, en Italie.

**Prix et salaires.** La hausse des prix de détail se poursuit aux États-Unis depuis le printemps 1983, selon un taux annuel un peu inférieur à 5%. Au Japon l'accélération constatée au début du second semestre, après six mois de stabilité, s'est confirmée. Le rythme annuel instantané (calculé sur trois mois) s'est élevé à 7% en fin d'année, sous l'effet de la reprise de la demande et, en partie sans doute, de facteurs saisonniers. Par contre l'inflation s'est ralentie en Europe, après une poussée temporaire au cours de l'été, et s'établit aux environs de 6% l'an. La convergence selon les pays reste imparfaite, bien que le taux italien n'ait pas excédé 10% sur les mois récents. Au Royaume-Uni et en RFA, le taux de hausse des prix est compris entre 3% et 4%, en net retrait sur les mois d'été, tandis qu'en France il demeure proche de 8%.

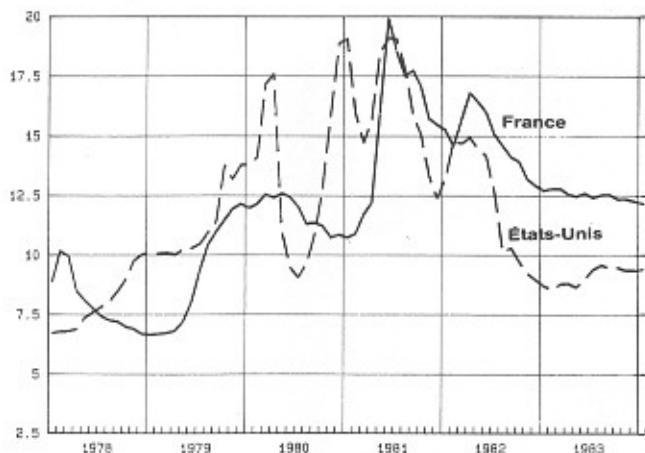
Les salaires conservent des rythmes annuels de progression voisins de 3% l'an aux États-Unis et au Japon. Du fait des relèvements intervenus en Italie et surtout au Royaume-Uni, la décélération cons-

(1) Europe 5 : RFA, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas et Belgique

## LES TAUX MONÉTAIRES

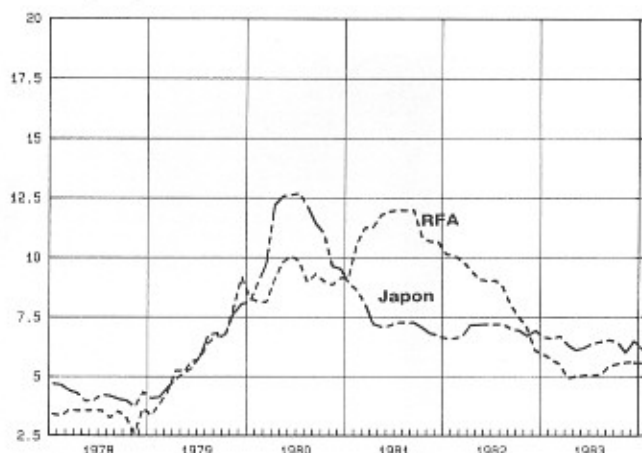
## TAUX D'INTÉRÊT AU JOUR LE JOUR

en %, moyenne mensuelle



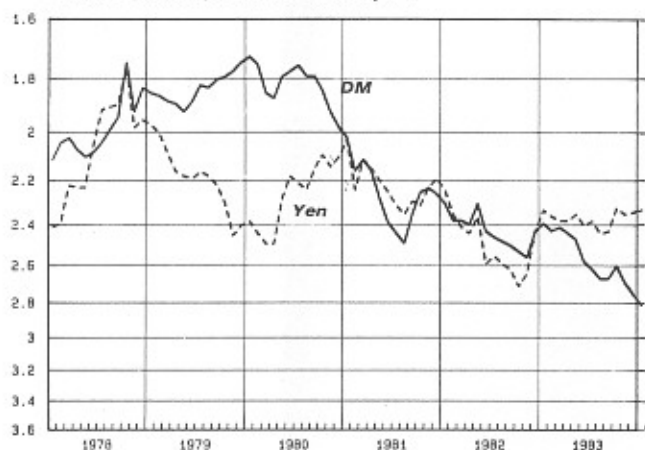
## TAUX D'INTÉRÊT AU JOUR LE JOUR

en %, moyenne mensuelle



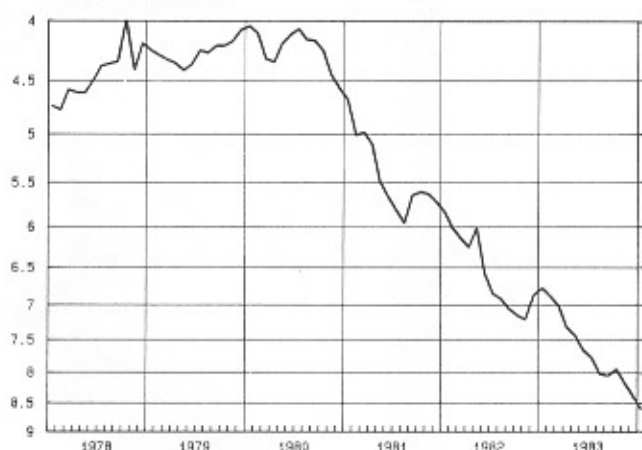
## TAUX DE CHANGE

1 dollar = ... DM, 1 dollar = ... 100 yens

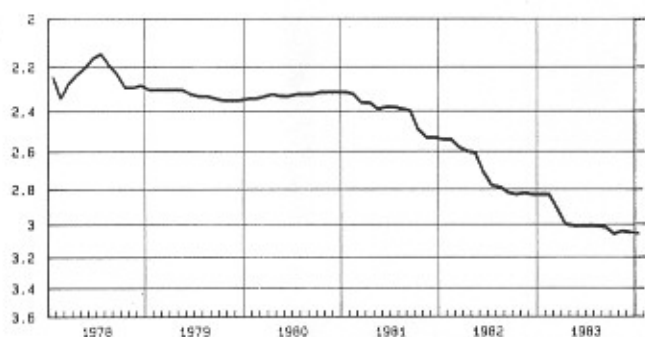


## TAUX DE CHANGE

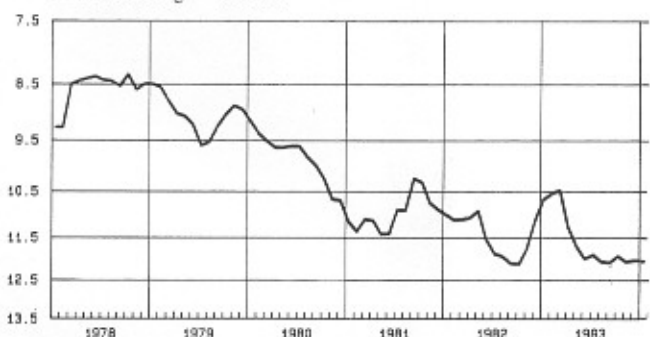
1 dollar = ... francs



1 DM = ... francs



1 Livre sterling = ... francs



tatée en Europe au premier semestre 1983 s'est interrompue. Par la suite des pertes de pouvoir d'achat ont été provisoirement subies dans la plupart des pays. Celui-ci s'est toutefois maintenu en France jusqu'à la fin de l'année, alors que cependant le pouvoir d'achat de l'ensemble des revenus a régressé (cf. article p. 3).

**Taux monétaires.** Les taux d'intérêt à court terme sur le marché monétaire américain sont restés fermes, s'approchant de 9,5 % pour les fonds fédéraux. La poursuite de la croissance économique aux États-Unis demeure associée à un besoin de financement du trésor toujours très élevé, et pour lequel on n'attend pas de fléchissement en 1984. Il n'y a donc toujours pas de raisons qu'un surplus de liquidités se fasse jour et facilite une détente des taux. Cependant les excédents courants de la RFA et du Japon, le redressement de la ba-

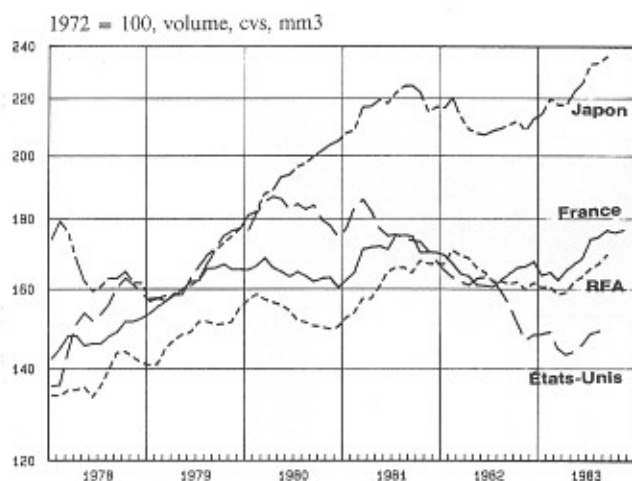
lance française et certaines entrées de capitaux à longs terme (en RFA notamment) ont permis une légère détente des taux courts au Japon et sur les principales places européennes (exception faite du Royaume-Uni). En France le taux du marché au jour le jour oscille entre 12 % et 12,5 %.

Les cours des changes ont traduit d'octobre à janvier la vigueur du dollar vis-à-vis de la totalité des monnaies : + 6 % à + 7 % de réévaluation moyenne. Cependant le yen a suivi le dollar dans sa progression et son taux de change effectif s'est apprécié de plus de 8 % en six mois. Les monnaies européennes s'étaient donc d'autant plus relativement affaiblies (passage du dollar de 2,60 DM en octobre à 2,81 DM en janvier). Avec le récent recul du dollar (2,69 DM et 8,25 F au 17 février), le franc a été sollicité à la baisse.

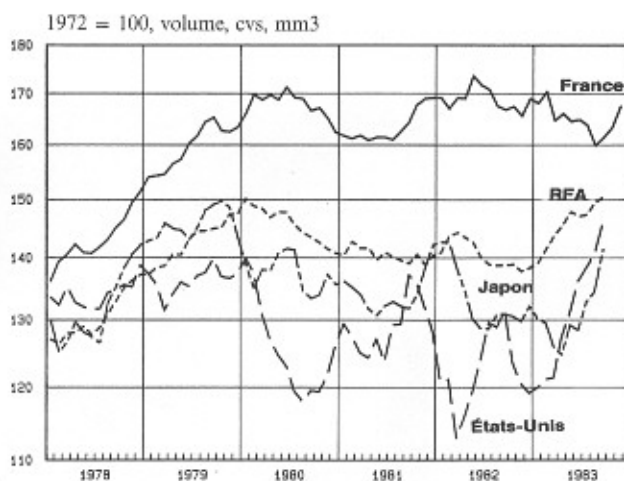


## LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS

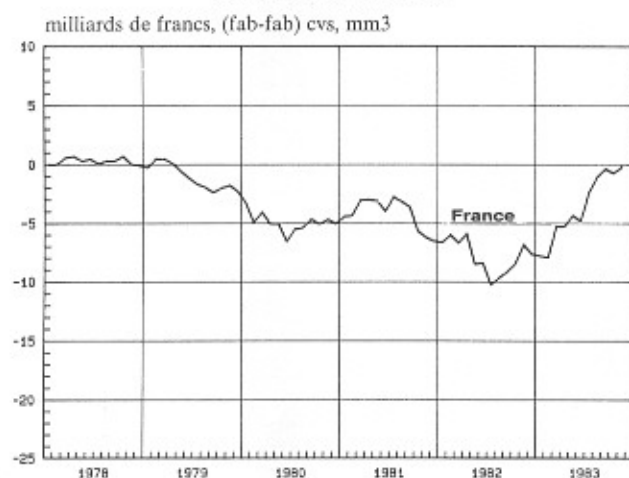
## EXPORTATIONS (marchandises)



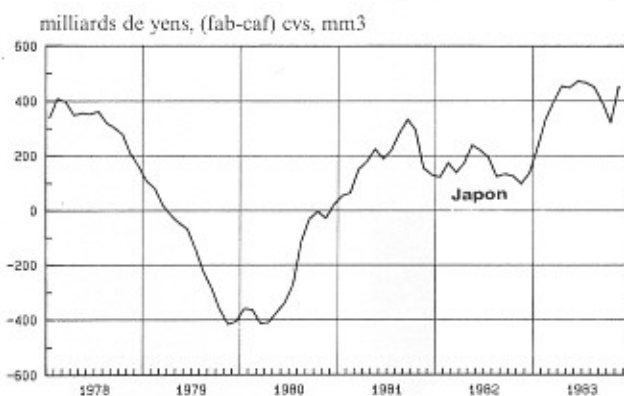
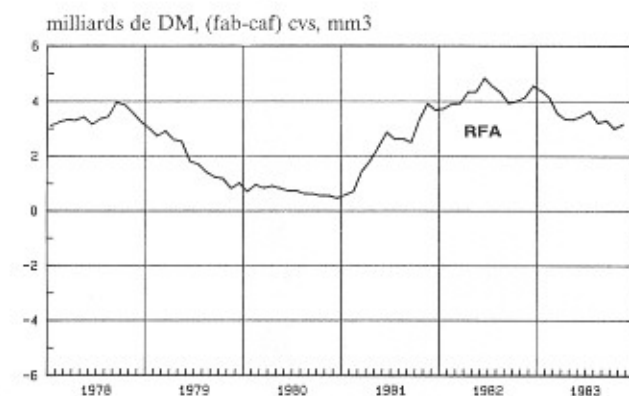
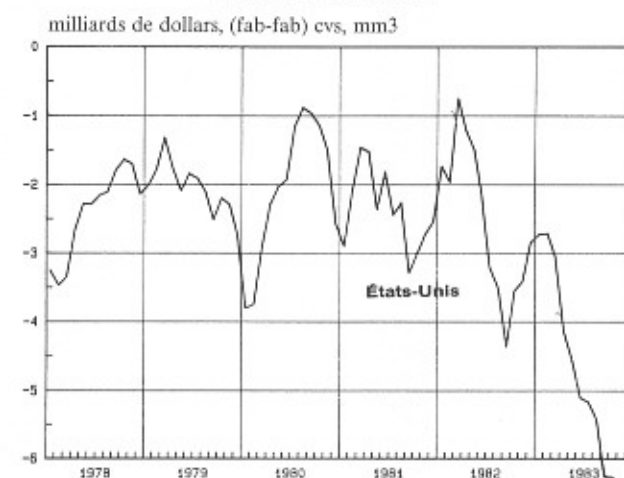
## IMPORTATIONS (marchandises)



## SOLDE COMMERCIAL



## SOLDE COMMERCIAL



Les exportations de marchandises ont poursuivi leur progression en volume due, avant tout, à la demande en provenance des États-Unis. Le Japon reste le premier bénéficiaire en raison, à la fois, de l'importance relative du marché américain dans le total de ses échanges, et de la compétitivité de ses produits (+ 13 % depuis novembre 1982). Pour la RFA le redressement s'était manifesté plus tardivement (vers mai 1983), mais le taux d'accroissement récent tend à rejoindre celui du Japon. Celui des exportations françaises s'est ralenti au quatrième trimestre après les très bons résultats de l'été. Le volume des exportations américaines n'a toujours pas significativement décollé du niveau auquel il était tombé à la fin de 1982. En revanche, les importations des États-Unis qui avaient retrouvé dès le mois d'août leur plus haut niveau antérieur se seront probablement accrues de plus de 25 % en volume au cours de l'année 1983. Les importations japonaises n'ont commencé à reprendre assez fortement qu'à partir du milieu de 1983, alors que celles de la RFA se développaient moins rapidement qu'au premier semestre. Les achats français ont repris et la baisse des trois premiers trimestres se trouve annulée.

Les soldes commerciaux, qui résument les évolutions des volumes et des prix, ont dans l'ensemble conservé les positions atteintes il y a trois mois. Ainsi le solde extérieur de la France est resté au quatrième trimestre très près de l'équilibre sous l'effet des relèvements de prix à l'exportation qui sont venus compenser le gonflement des importations. Mais un déficit réapparaît en janvier (-5,5 milliards de francs). L'excédent obtenu par la RFA a peu varié, ce qui laisse supposer une nouvelle progression du volume des importations en fin d'année. Celui du Japon s'est provisoirement réduit, là aussi du fait d'importations accrues. Le déficit américain s'est encore accentué et avoisine 6,5 milliards de dollars par mois.

Ces diagrammes constituent une mise à jour du Cahier de graphiques paru dans le n° 5 de la Revue de l'OFCE.

Ils ont été établis au département des diagnostics de l'OFCE par Michael Cocker.